



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général**

**Direction interministérielle de l'animation  
territoriale**

**Bureau de l'environnement**

**ARRÊTÉ N° 41-2026-03-12-00006**

**portant imposition de prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates  
prises à titre conservatoire en raison de l'incendie ayant affecté l'installation  
de récupération de matières recyclables et de transit de déchets industriels banals  
exploitée par la société BARBAT RECYCLAGE et située 15, rue Léon Fournier, à Blois**

**Le préfet de Loir-et-Cher,**

**Vu :**

- le code de l'environnement et notamment ses articles L. 511-1 et L. 512-20 ;
- le décret du 20 juillet 2023 portant nomination de M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Blois ;
- le décret du 23 juillet 2025 portant nomination M. Joseph ZIMET en qualité de préfet de Loir-et-Cher ;
- l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral n° 41-2016-12-22-002 du 22 décembre 2016 modifié autorisant la société BARBAT à exploiter une installation de récupération de matières recyclables et de transit de déchets industriels banals au 15, rue Léon Fournier, à Blois ;
- l'arrêté préfectoral n° 41-2025-08-25-00002 du 25 août 2025 portant délégation de signature à M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

– les constats réalisés sur le site le 12 mars 2026 par l'inspection des installations classées à la suite de l'incendie survenu le même jour ;

**Considérant ce qui suit :**

- l'incendie s'est déclaré dans un tas de ferraille représentant un volume de 1 500 m<sup>3</sup> ;
- l'incendie, du fait des caractéristiques et des quantités des produits impliqués, peut avoir été à l'origine d'une dispersion de substances potentiellement polluantes et avoir compromis les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- les eaux d'extinction de l'incendie ont pu être confinées au sein du site ;
- il est nécessaire d'assurer la surveillance du site après le départ du service d'incendie et de secours ;
- il convient, dès lors, de prescrire à l'exploitant la mise en sécurité du site et la réalisation d'un diagnostic afin d'évaluer précisément la consistance et l'étendue d'une éventuelle pollution, et d'identifier les cibles potentielles ainsi que les voies de transfert ;
- sur la base de ce diagnostic, l'exploitant doit pouvoir présenter, le cas échéant, le suivi des travaux à réaliser pour maîtriser voire supprimer la pollution éventuelle ;
- le délai de réunion du CoDERST pour la présentation préalable de cet arrêté n'est pas compatible avec l'urgence de sécuriser le site et d'engager le travail de recherche des milieux potentiellement contaminés par la pollution que l'incendie a pu occasionner ;
- il convient donc de prescrire en urgence la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des mesures de gestion que rendent nécessaires les conséquences de l'accident du 12 mars 2026 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Respect des prescriptions**

La société BARBAT Recyclage, dont le siège est situé 15 rue Léon Fournier, à Blois, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de l'installation de récupération de matières recyclables et de transit de déchets industriels banals située à cette même adresse.

Ces dispositions sont prises dans les délais prévus à l'article 7 et sans préjudice des dispositions des arrêtés préfectoraux et ministériels s'appliquant au site.

## **Article 2 : Mesures immédiates conservatoires**

I – L'exploitant est tenu de procéder aux mesures suivantes :

- mettre en sécurité les installations du site : surveillance, mesures spécifiques, interdiction d'accès, clôture du site, etc., signalisées de manière adaptée, et information des dangers présents (risques d'effondrements, de chute de matériels, etc.). En particulier, les accès à l'établissement sont fermés en permanence ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte du site. Une surveillance humaine du site est effectuée en permanence dès le départ du service d'incendie et de secours jusqu'à validation de l'arrêt par le service départemental d'incendie et de secours ;
- réaliser des prélèvements conservatoires dans l'environnement du site des différentes matrices suivantes :
  - sol : sauf impossibilité technique dûment justifiée, des prélèvements de sol sont réalisés au plus près du foyer de l'incendie et à distance croissante sous le panache de fumées pour un incendie ;
  - eaux d'extinction : prélèvements dans le bassin de rétention avant élimination ou, en l'absence de rétention, dans le réseau d'eau pluviale ;
  - autres matrices : des prélèvements de végétaux, d'eaux superficielles, d'eaux souterraines, etc., sont réalisés en cas d'usages constatés à proximité du sinistre ;

II – Les justifications liées aux mesures prises pour répondre aux dispositions du présent article, ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne, sont transmises à l'inspection des installations classées.

## **Article 3 : Remise de la fiche « incident » et du rapport d'accident**

En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, une fiche d'incident et un rapport d'accident sont transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées, sous forme dématérialisée.

Ils comportent notamment :

- les circonstances et la chronologie de l'événement ;
- l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effets sur les personnes et l'environnement) ;
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme ;
- la fiche « accident » transmise par l'inspection des installations classées le 12 mars 2026.

Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.

## **Article 4 : Remise d'un diagnostic sur les effets environnementaux et sanitaires du sinistre**

L'exploitant remet à l'inspection des installations classées un diagnostic, établi par un organisme compétent, de l'impact du sinistre sur le site et sur l'environnement.

Ce diagnostic est réalisé en trois phases.

I – Élaboration d'un plan de prélèvement et transmission au préfet et à l'inspection des installations classées.

Le plan de prélèvement doit notamment comporter :

- a) un état des lieux concernant le terme source du sinistre : nature et quantité de produits et matières dangereuses concernés / impactés par l'incident ;
- b) une évaluation de la nature et des quantités de produits et de produits de décomposition/dégradation susceptibles d'avoir été émis dans l'environnement (air, eau, sol, etc.) compte-tenu de la quantité et de la composition des produits impliqués dans le sinistre et des conditions de développement de l'accident qui ont pu être observées ;
- c) la détermination de la ou les zones maximales d'impact au regard des cibles et des enjeux en présence. S'agissant des rejets à l'atmosphère, l'exploitant justifie la détermination de ces zones par une modélisation des retombées atmosphériques liées à l'accident ou a minima par les informations météorologiques officielles constatées pendant toute la durée de l'évènement (direction et force des vents, pluviométrie) ;
- d) un inventaire des cibles et enjeux potentiels exposés aux conséquences du sinistre en particulier : habitations, établissements recevant des personnes sensibles (enfants, personnes âgées, etc.), zones de cultures maraîchères, zones d'autoculture, zones de pâturage, présence de bétails, de sources et de captages d'eau potable, activités de pêche et de cueillette, ainsi que les voies de transfert et d'exposition spécifiques à la situation (schéma conceptuel) ;
- e) une proposition de plan de prélèvements (plan de surveillance environnementale) sur des matrices pertinentes justifiées (eau, air, sol, etc.) ; les matrices choisies tiennent compte de la ou des zones maximales d'impact et des cibles répertoriées en c) et en d) ci-dessus. Ce plan prévoit également des prélèvements dans des zones estimées non impactées par le sinistre qui seront utilisées comme zones témoins (des témoins sont nécessaires pour toutes les matrices échantillonnées) .  
Le plan de prélèvement s'appuiera sur la méthodologie développée par l'INERIS dans son rapport « Guide sur la stratégie de prélèvements et d'analyses à réaliser suite à un accident technologique – cas de l'incendie » du 9 février 2023 ;
- f) la justification de paramètres à analyser au regard des substances concernées par les émissions atmosphériques et/ou aqueuses du sinistre. Ils concernent à minima :
  - Métaux lourds (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn)
  - HAP
  - dioxines et furannes (PCDD/F)

II – L'exploitant met en œuvre le plan de prélèvements défini en application de l'article 4-I, modifié pour tenir compte des éventuelles remarques formulées par l'inspection des installations classées.

III – Les résultats d’analyses des différents prélèvements sont interprétés selon la démarche d’interprétation de l’état des milieux (IEM) (méthodologie sites et sols pollués) en vue d’identifier une éventuelle contamination de l’environnement par les produits et matières dangereuses diffusées. Ainsi, l’état naturel de l’environnement (zones témoins) et les valeurs de gestion réglementaires en vigueur pour les eaux de boisson, les denrées alimentaires et l’air extérieur sont les références pour l’appréciation des risques et la gestion. En l’absence de valeurs de gestion réglementaires, une évaluation quantitative des risques sanitaires est réalisée.

Les références suivantes sont utilisées, en l’absence de données réglementaires plus récentes :

Milieux	Références
Sol	<ul style="list-style-type: none"> <li>état initial de l’environnement, si l’information est disponible ou environnement témoin (témoins du plan d’échantillonnage) ;</li> <li>fond géochimique naturel local.</li> </ul>
Eau	<ul style="list-style-type: none"> <li>critères de potabilité des eaux (si usage pour eau potable) ;</li> <li>critères de qualité des eaux brutes destinées à la production d’eau potable ;</li> <li>NQE (Normes de qualité environnementale – Directive Cadre sur l’eau).</li> </ul>
Denrées alimentaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>destinées à l’homme : règlement européen UE2023/915 ;</li> <li>destinées à l’alimentation animale : règlements européens modifiant la directive 2002/32/CE, arrêté ministériel du 12 janvier 2001 modifié fixant les teneurs maximales pour les substances et produits indésirables dans l’alimentation des animaux.</li> </ul>
Air	<ul style="list-style-type: none"> <li>valeurs réglementaires dans l’air ambiant extérieur.</li> </ul>

IV – Au regard des conclusions du paragraphe III, l’exploitant propose au Préfet et à l’inspection des installations classées des mesures de gestion dont l’objectif est de supprimer les éventuels impacts sanitaires et environnementaux potentiels.

#### **Article 5 : Gestion des eaux d’extinction**

Les eaux d’extinction doivent faire l’objet d’analyses en fonction des substances pertinentes identifiées dans le diagnostic demandé à l’article 4-I a), b) et c) et être traitées comme des déchets.

La justification de paramètres à analyser au regard des substances concernées concernent a minima :

- métaux lourds (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn)
- AOF en mg/L (si la valeur mesurée pour ce paramètre est supérieure à 1 mg/L, les eaux d’extinction doivent être évacuées comme des déchets dangereux),
- HAP
- Dioxines/furanes
- PFAS selon le tableau ci-après :

Acro- nyme	NOM Iupac	pubchem_cid	nom_FR_BRGM	sandr e	CAS
PFBA	Heptafluorobutanoic acid	9777	Acide perfluoro- butanoïque	5980	375-22-4
PFPeA	Nonafluoropentanoic acid	75921	Acide perfluoro- pentanoïque	5979	2706-90-3
PFHxA	Undecafluorohexanoic acid	67542	Acide perfluoro- hexanoïque	5978	307-24-4
PFHpA	Tridecafluoroheptanoic acid	67818	Acide perfluoro- heptanoïque	5977	375-85-9
PFOA	Perfluorooctanoic acid	9554	Acide perfluoro- rooctanoïque	5347	335-67-1
PFNA	Heptadecafluorononanoic acid	67821	Acide perfluoro- nonanoïque	6508	375-95-1
PFDA	Nonadecafluorodecanoic acid	9555	Acide perfluoro- décanoïque	6509	335-76-2
PFUn- DA	Henicosafluoroundecanoic acid	77222	Acide perfluoro- roundécanoïque	6510	2058-94-8
PFDo- DA	Tricosafluorododecanoic acid	67545	Acide perfluoro- dodécanoïque	6507	307-55-1
PFTTrDA	Pentacosafuorotridecanoic acid	3018355	Acide perfluoro- tridécanoïque	6549	72629-94- 8
PFBS	Nonafluorobutane-1-sulfonic acid	67815	Acide perfluoro- butanesulfonique	6025	375-73-5
PFPeS	Undecafluoropentane-1-sulfonic acid	75922	Acide perfluoro- pentanesulfo- nique	8738	2706-91-4
PFHxS	Tridecafluorohexane-1-sulfonic acid	67734	Acide perfluoro- hexane sulfo- nique	6830	355-46-4
PFHpS	Pentadecafluoroheptane-1-sulfo- nic acid	67820	Acide perfluoro- heptane sulfo- nique	6542	375-92-8
PFOS	Heptadecafluorooctane-1-sulfonic acid	74483	Acide perfluoro- rooctane sulfo- nique	6561	1763-23-1
PFNS	Nonadecafluorononane-1-sulfonic acid	86998	Acide perfluoro- nonane sulfo- nique	8739	68259-12-1
PFDS	Henicosafluorodecane-1-sulfonic acid	67636	Acide perfluoro- decane sulfo- nique	6550	335-77-3
PFUnDS	Tricosafluoroundecane-1-sulfonic acid	22141518	Acide perfluoro- roundécane sulfo- nique	8740	749786- 16-1
PF- DoDS	Pentacosafuorododecane-1-sulfo- nato	3018866	Acide perfluoro- dodécane sulfo-	8741	79780-39- 5

			nique		
PFTTrDS	Heptacosafuorotridecane-1-sulfonic acid	21964789	Acide perfluoro-tridécane sulfonique	8742	791563-89-8
6:2 FTAB	(Dimethyl{3-[(3,3,4,4,5,5,6,6,7,7,8,8,8-tridecafluorooctane-1-sulfonyl)amino]propyl}azaniumyl)acetate ou Carboxymethyl dimethyl-3-[[[(3,3,4,4,5,5,6,6,7,7,8,8,8-tridecafluorooctyl)sulphonyl]amino]propylammonium hydroxide	118691; 21119785		7991	34455-29-3
4:2 FT-SA	3,3,4,4,5,5,6,6,6-Nonafluorohexane-1-sulfonic acid	20734543		7945	757124-72-4
6:2 FT-SA	3,3,4,4,5,5,6,6,7,7,8,8,8-Tridecafluorooctane-1-sulfonic acid	119688		7893	27619-97-2
8:2 FT-SA	3,3,4,4,5,5,6,6,7,7,8,8,9,9,10,10,10-Heptadecafluorodecane-1-sulfonic acid	3016044		7946	39108-34-4
10:2 FT-SA	3,3,4,4,5,5,6,6,7,7,8,8,9,9,10,10,11,11,12,12,12-Henicosafuorododecane-1-sulfonic acid	23136180		9109	120226-60-0
FOSA	1,1,2,2,3,3,4,4,5,5,6,6,7,7,8,8,8-Heptadecafluorooctane-1-sulfonamide	69785	Perfluoro-1-octanesulfonamide	6548	754-91-6
MeFO-SA	1,1,2,2,3,3,4,4,5,5,6,6,7,7,8,8,8-Heptadecafluoro-N-methyloctane-1-sulfonamide	3034468	N-méthyle perfluorooctane sulfonamide	7089	31506-32-8
6:2 FT-SAB	N-[3-(Dimethylamino)propyl]-3,3,4,4,5,5,6,6,7,7,8,8,8-tridecafluorooctane-1-sulfonamide	89927646; 138394385	6:2 Fluorotelomer sulfonamide amine	7992	34455-22-6

#### **Article 6 : Gestion des déchets liés au sinistre**

L'exploitant transmet au service de l'inspection des installations classées, un programme d'évacuation des déchets présents sur le site et issus de l'incendie dans des filières autorisées (certificat d'acceptation préalable).

L'exploitant procède à l'évacuation et l'élimination dans des filières autorisées de tous les déchets présents sur le site et issus de l'incendie.

### **Article 7 : Échéances**

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions du présent arrêté dans les délais suivants à compter de la notification du présent arrêté :

- article 2 : 24 h pour la sécurisation, 7 jours pour les justifications des mesures prises pour répondre à cet article ;
- article 3 : 24 h pour la fiche « incident » et 15 jours pour le rapport d'accident ;
- article 4-I : 8 jours ;
- article 4-II : 3 semaines ;
- article 4-III : au fur et à mesure de la réception des résultats ;
- article 4-IV : 2 mois ;
- article 5 : 15 jours ;
- article 6 : 15 jours pour le programme d'évacuation des déchets, 3 mois pour l'évacuation et l'élimination des déchets.

### **Article 8 : Transmission des documents utiles**

L'exploitant transmet au préfet et à l'inspection des installations classées tout document ou information utile justifiant l'accomplissement des mesures prescrites par le présent arrêté.

### **Article 9 : Sanctions**

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, les mesures prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement seront appliquées.

### **Article 10 : Mesures de publicité**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant. Il est publié sur le site internet de la préfecture de Loir-et-Cher pendant au moins deux mois.

Copie en est adressée :

- au maire de Blois ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire.

### **Article 11 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le maire de Blois et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le **12 MARS 2026**



Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

Faustin GADEN

**Délais et voies de recours en page suivante**

## DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé au préfet de Loir-et-Cher – 1, place de la République – BP 80101 – 41001 Blois cedex ;
- un recours hiérarchique, adressé au ministre chargé de l'environnement – direction générale de la prévention des risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 La Défense cedex.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Les recours administratifs prolongent de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés ci-dessous.

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au tribunal administratif – 28, rue de la Bretonnerie - 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérécourse accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)